

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Directeur Académique, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

L'année dernière, ce n'est pas moins de 23 classes qui ont été fermées dans l'Yonne.

Alors que l'école manque de tout, le gouvernement prévoit une nouvelle fois de voir les moyens à la baisse. C'est intolérable alors que nous voyons partout, la situation dégradée dans laquelle les enseignants font classe, la situation dans laquelle les élèves sont accueillis.

Sous prétexte de baisse démographique, au lieu de profiter pour améliorer les conditions de travail, vous les dégradez à chaque fois.

Et en ce début d'année nous le voyons, à Perceneige un quadruple niveau à 29, 33 à Gury, une ouverture en catastrophe à Maligny et à Saint André à Joigny et un détournement de la carte scolaire à Auxerre à l'école maternelle Courbet et dans beaucoup d'autres endroits une augmentation des effectifs par classe et donc une dégradation des conditions de travail.

Le médiateur prévention violence nous a bien indiqué dans son bilan en instance qu'il intervenait beaucoup plus dans les classes à cours multiples et dans les circonscriptions où il n'y avait plus de RASED ni psychologue scolaire.

Nous voyons la petite musique arriver avec cet observatoire des dynamiques rurales. Vous voulez mutualiser les moyens des petites communes organisées en RPI pour fermer plus facilement des classes et des écoles. Les maires ne sont pas dupes et rejettent en masse vos propositions car l'école est bien souvent le dernier service public de proximité en ruralité.

L'école va mal et nous ne pouvons pas faire cette déclaration sans parler de l'inclusion scolaire systématique.

Alors que le gouvernement Macron/Bayrou avait promis la création de 2000 postes d'AESH (afin d'éviter la censure par un jeu de dupes qui n'engageait que ceux qui l'ont cru), la réalité du terrain en cette rentrée est toute autre. Déjà avec la mise en place des PIAL, la mutualisation des AESH et une enveloppe budgétaire toujours en baisse ne permettant pas d'embaucher à hauteur des besoins, l'accompagnement des élèves en situation de handicap ressemblait de plus en plus à du saupoudrage. Cette année, malgré les annonces : c'est encore pire !

Nous sommes bel et bien dans un principe d'accompagnement en fonction des moyens et non plus en fonction des besoins :

- des élèves notifiés sans AESH ou à dose homéopathique

- des attentes interminables de prise en charge ou de gestion des dossiers
- des élèves ayant une notification à temps plein bénéficiant d'un accompagnement partiel
- des AESH non-renouvelés ou poussés à la démission
- des changements d'affectation d'AESH et une surcharge en accompagnements (plusieurs élèves à suivre dans une même classe, augmentation du nombre d'élèves à accompagner sur plusieurs établissements...)
- des élèves relevant d'IME, d'ITEP, balancés dans le milieu ordinaire
- des actes de violence qui se multiplient et une protection inexistante
- un manque de RASED toujours plus criant (voire une absence complète)
- la perspective de la mise en place des PAS qui vont encore dégrader les conditions d'exercice et d'accompagnement

Lors du groupe de travail sur les signalements RSST, vendredi 3 octobre, nous avons enfin obtenu par le service de coordination PIAL89, le chiffre que nous demandions depuis des mois : ce ne sont pas moins de **68 élèves relevant d'IME et plus de 20 relevant d'ITEP qui n'ont pas de places dans ces structures dans notre département !**

Quant aux RASED ils sont à l'os ! Par exemple sur la circonscription de Joigny : aucun psyEN (sur les 5 postes de la circonscription). Et partout des postes sont vacants (de psyEN, de maître G, et dans une moindre mesure de maîtres E), avec parfois des collègues non-spécialisés qui y sont affectés pour pallier l'absence totale de RASED. Les conséquences sont désastreuses avec notamment des élèves dont le suivi avait permis de faire évoluer le comportement et qui, faute de poursuite de ce suivi, rechutent lourdement.

Tout est fait pour créer les conditions du chaos dans les écoles et à bien des endroits c'est une réussite ! Sans parler des délais d'attente pour la reconnaissance du handicap ou sa prise en charge. C'est un désastre. En particulier dans les écoles maternelles qui deviennent toujours davantage l'antichambre de l'inclusion sauvage et forcée.

Cela suffit ! Le SNUDI-FO 89 le dit et le redit : il faut donner les moyens pour un accompagnement selon les besoins, arrêter de charger toujours davantage les enseignants et les AESH, créer les places dans les structures spécialisées, supprimer les PIAL et les PAS, trouver au cas par cas un cadre adapté pour les élèves, améliorer les conditions de travail et de rémunération des AESH (avec un statut de la fonction publique et un vrai salaire) et faire cesser la souffrance au travail que cela provoque.

Pour détourner l'attention sur les véritables problématiques que rencontre l'Ecole à savoir les multiples suppressions de postes qui engendrent des fermetures de classe, des problèmes de remplacements toujours plus accrus, sans parler de l'inclusion

systématique, du manque d'AESH et de places en établissements médico-sociaux, le président Macron a décidé de convoquer une convention citoyenne sur les temps de l'enfant qui a rendu public son rapport le dimanche 23 novembre 2025. Il préconise entre autre la mise en place de la semaine à 5 jours qui ne ferait qu'augmenter l'ingérence des collectivités locales au sein de l'école publique, une confusion permanente entre le scolaire et le périscolaire et une plus grande fatigue des élèves.

La FNEC FP-FO revendique le retour à la semaine de 4 jours sur 36 semaines dans toutes les écoles et donc l'abrogation des décrets Peillon, Hamon et Blanquer.

Pour le Second degré, la rentrée dans l'Yonne est aussi compliquée qu'on pouvait le prévoir lors de sa préparation...

Les effectifs qui laissaient prévoir que les classes seraient trop chargées dans certains établissements pour enseigner et apprendre dans de bonnes conditions ont tenu leurs promesses. Et même si elles n'ont pas toujours atteint le seuil aberrant de 32 élèves pour une division, 29 ou 30 c'est toujours trop ...

Ensuite, la constitution des miraculeux groupes de niveaux en 6^e et 5^e a de nouveau demandé un énorme travail de répartition des élèves aux enseignants qui avaient déjà fourni un énorme travail de répartition pour des classes hétérogènes pour les mêmes élèves. Cela a été encore une véritable usine à gaz pour la mise en barrette des emplois du temps. Et pour finir, il n'y a pas assez de moyens, on entasse les élèves et on continue à mettre des rustines sur les problèmes d'apprentissage dans des classes trop nombreuses. Les enseignants ont le sentiment de devoir faire toujours plus pour pallier aux défaillances de l'institution. D'où épuisement et démotivation : ainsi il n'y a pas assez de volontaires pour être professeur principal et certaines classes en sont dépourvues.

Le salaire, en revanche, continue à stagner....

L'atmosphère tendue de cette rentrée se caractérise aussi par la violence, entre les élèves d'abord et aussi contre les adultes qui les encadrent. Les faits survenus aux lycées de Sens et d'Auxerre témoignent de cette dégradation et laissent bien voir qu'on est encore loin de l'objectif de sérénité affiché par le rectorat. Comment s'en étonner ? L'école, un des derniers endroits où on tente de faire respecter les règles, cristallise la tension et la violence qui envahissent la société d'une manière générale, et qui vont croissant avec les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement.

Mesures qui se déclinent aussi à l'échelle départementale puisque la dotation globale des collèges a encore baissé. Idem pour la part accompagnateurs des voyages scolaires, qui a encore baissé ainsi que les fonds sociaux, drastiquement amoindris.

Dans le même temps, le chef des états majors de l'armée a déclaré devant les maires qu'il fallait préparer la population aux futurs conflits et d'accepter de perdre nos enfants et de souffrir économiquement, de faciliter l'installation des militaires dans leurs communes ou de multiplier les réservistes par deux.

Le contexte de marche à la guerre se fait de plus en plus pressant et ses conséquences pèsent fortement sur les moyens de l'École Publique : pour la première fois, le budget de l'armée (qui augmente de 7 milliards) passe devant celui de l'Éducation Nationale (qui perd 4000 postes).

Par ailleurs, nous constatons un embigadement de la jeunesse mis en œuvre par la multiplication des dispositifs de militarisation de l'école, comme les « classes défense et sécurité globale » (au lycée de Sens, aux collèges de Toucy, Avallon, Saint-Valérien...)

dispositif parfois imposé sans même en avoir averti au préalable les parents d'élèves, comme au collège de Pouilly-en-Auxois, dans notre Académie).

Nous avons pris connaissance de l'intervention, auprès des élèves du Lycée Jacques Amyot à Auxerre, dans le cadre de « parcours avenir », de représentants de l'entreprise Safran, connue pour fabriquer des composants servant à la fabrication d'armes, vendues notamment à l'État Israélien.

En parallèle, nous nous rappelons qu'une collègue du lycée de Sens a été suspendue puis sanctionnée pour avoir observé une minute de silence, avec certains élèves demandeurs d'un temps de recueillement en hommage aux victimes du génocide à Gaza.

- *Non à la marche à la guerre et à tout dispositif de militarisation de l'École et d'embrigadement de la jeunesse !*
- *Non aux mesures de répression contre ceux qui se mobilisent pour la paix : aucune sanction contre la collègue du lycée de Sens !*

Le rôle de l'École et de ses personnels est d'instruire, pas de fournir des viviers pour l'armée ou l'industrie d'armement !

De l'argent pour l'École Publique, pas pour la guerre !